



Société anonyme au capital de 391 004,56 euros
Siège social : 259-261 Avenue Jean Jaurès, 69007 LYON
510 970 817 RCS Lyon

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2016

SOMMAIRE

1. Attestation du responsable du rapport financier semestriel	3
2. Rapport d'activité au 30 juin 2016.....	4
3. Comptes semestriels résumés établis en normes IFRS au 30 juin 2016.....	7
4. Rapport d'examen limité des Commissaires aux comptes sur les comptes semestriels résumés clos le 30 juin 2016 établis en normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne	31

1. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1.1. Responsable du rapport financier semestriel

1. Monsieur Thomas KUHN, Directeur Général de la Société POXEL.

1.2 Attestation de la personne responsable

(Art. 222-3 - 4° du Règlement Général de l'AMF)

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ».

Lyon, le 9 septembre 2016

Monsieur Thomas KUHN, Directeur Général de la Société POXEL.

2. RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2016

2.1. Faits marquants du 1^{er} semestre 2016

Sur le premier semestre, la Société a mis en œuvre le programme de recherche prévu visant à continuer le développement de ses deux principaux actifs (Imeglimine et PXL770). Ses dépenses R&D sont ainsi en forte augmentation.

Continuant à se structurer, la Société a procédé en février à la nomination de deux administrateurs et ainsi renforcé son équipe :

- Madame Janice Bourque, de nationalité américaine, Directeur Général d'HERCULES TECHNOLOGY GROWTH CAPITAL, rejoint la Société en tant qu'administrateur indépendant et apporte notamment son expérience financière et du secteur pharmaceutique acquise dans différents groupes américains. Madame Bourque a été nommée membre du comité d'audit.
- Monsieur Pierre Legault, de double nationalité canadienne et américaine, ancien Président et Directeur Général de NEPHROGENEX Inc. Monsieur Legault dispose d'une expérience de plus de 35 ans dans le secteur pharmaceutique en Amérique du nord. Monsieur Legault a été nommé membre du comité d'audit et du comité des rémunérations. En avril 2016, Pierre Legault a pris la présidence du conseil d'administration de la Société.

Enfin, la Société a annoncé le 4 mai 2016 envisager une introduction en bourse aux Etats-Unis et continue d'étudier cette possibilité.

2.2. Activité et résultats de la Société

Activité de recherche et développement

D'un point de vue clinique, la Société a annoncé :

- En mars 2016, l'homologation américaine du brevet couvrant le PXL770, un activateur direct de l'AMP Kinase pour le traitement du diabète de type 2 et des maladies associées. Cet apport clé dans le portefeuille de brevets de la Société marque une étape importante pour le développement de son 2^{ème} candidat médicament, le PXL770 et renforce sa position dans le diabète de type 2.
- En juin 2016, les résultats positifs de la première partie de l'étude de Phase 1 en cours sur le PXL770. La Société a traité 64 sujets (volontaires sains). Les résultats de sécurité d'emploi et de pharmacocinétique du produit sont positifs. Au cours de l'étude de Phase 1, Poxel a observé un schéma métabolique différent chez l'homme par rapport aux modèles animaux et devra par conséquent poursuivre l'évaluation du profil des métabolites avant d'initier la seconde partie de l'étude de Phase 1, qui sera repoussée à 2017.
- En juin 2016, la fin de recrutement de l'étude clinique de phase 2B de l'Imeglimine au Japon pour le traitement du diabète de type 2, conformément au calendrier initial. Cela permet de sécuriser l'obtention des résultats de l'étude en 2017.

Ressources humaines

La Société a renforcé son équipe avec les arrivées :

- En février 2016, de Madame Janice Bourque et de Monsieur Pierre Legault, en tant qu'administrateurs (voir paragraphe 2.1 ci-dessus). En avril 2016, Pierre Legault a pris la présidence du conseil d'administration de la Société.
- En mars 2016, la Société a annoncé l'arrivée de Jonae Barnes, de nationalité américaine, en tant que Vice-Président Senior, Relations Investisseurs et Relations Publiques, basée à Boston. Jonae Barnes possède 20 ans d'expérience dans l'industrie pharmaceutique et biotechnologique. Son expérience auprès d'investisseurs stratégiques et en communication corporate s'étend sur tout le cycle de développement du médicament jusqu'à la commercialisation.
- Au cours du semestre, l'équipe clinique s'est également renforcée avec l'arrivée de deux cliniciens.

Résultats

Le résultat opérationnel de la Société qui s'établit à -12 190 K€ est conforme aux anticipations de la Société.

Les dépenses de Recherche et Développement sont en augmentation significative par rapport au premier semestre 2015 (10 140 K€ versus 3 358 K€), du fait principalement de l'augmentation des coûts liés aux études (phase 2b de l'Imeglimine au Japon et phase 1 du PXL770) et de l'organisation de la phase 3 de l'Imeglimine (préparation des principes actifs).

La Société n'a pas réalisé de chiffre d'affaires en 2016 (en 2015, suite à la signature d'un accord de licence avec ENYO Pharma SAS, la Société avait bénéficié d'une rémunération de 50 K€, et reconnu ainsi pour la première fois du chiffre d'affaires).

Le crédit d'impôt recherche évalué au titre du premier semestre 2016 s'élève à 1 669 K€, contre 947 K€ au 30 juin 2015.

Les frais généraux s'établissent à 3 719 K€ (contre 2 676 K€ au 30 juin 2015) sur le 1er semestre 2016 et comprennent notamment :

- les frais relatifs au projet d'introduction en bourse de la Société au Nasdaq représentant environ 1 015 K€ (honoraires). Ce projet n'a pas encore été concrétisé et les coûts directs correspondants sont par conséquent reconnus en charge
- l'impact de la juste valeur des paiements fondés sur des actions pour 708 K€ (non décaissable),
- une augmentation des frais de personnel, liée au renforcement de la structure.

Le résultat financier comprend principalement la charge d'intérêts liée à l'emprunt Kreos (298 K€), compensée par des produits financiers sur placements de trésorerie (166 K€).

Le résultat net s'établit à - 12 386 K€ : il est conforme aux anticipations de la Société.

Trésorerie

La trésorerie au 30 juin 2016 ressort à 32 069 K€ contre 42 413 K€ au 31 Décembre 2015. La progression de la trésorerie s'explique par :

- Des flux de trésorerie d'exploitation de -8 865 K€ ;
- Des investissements de 67 K€ ;
- Des flux de financement de -1 547 K€ liés principalement au remboursement des dettes financières (Kreos pour 1 224 K€ et les avances remboursables pour 37 K€).

2.3. Evolution et perspectives

Les moyens financiers dont la Société dispose désormais lui permettent de continuer le développement des études et essais cliniques sur les projets Imeglimine et PXL770. Au cours du second semestre, la Société va :

- Poursuivre sa stratégie de développement de ses deux principaux actifs avec en particulier :
 - Sur l'Imeglimine :
 - Finalisation du plan de développement avec les autorités de santé japonaise (PMDA) suite à leur premier accord de principe sur ce programme ;
 - Poursuivre le développement au Japon avec la réalisation de la phase 2B dans ce pays (recrutement terminé au cours du premier semestre 2016) ;
 - Suite à la réunion de fin de phase 2B avec la FDA, obtention de l'accord de l'EMA sur le plan de phase 3 ;
 - Poursuivre les autres études cliniques et non cliniques afin de recueillir des résultats sur le mécanisme d'action du produit et sur son bénéfice sur les complications du diabète et la progression de pathologie.
 - Sur le PXL770 :
 - Préparer la deuxième partie de la phase 1, afin d'évaluer la sécurité d'emploi, la tolérance du produit, et d'obtenir des premiers résultats d'efficacité ;
 - Préparer la phase 2a dans le but d'obtenir la preuve du concept clinique du produit.
- Poursuivre les discussions de partenariats pour l'Imeglimine

2.4. Evènements survenus depuis la clôture du semestre

Le 18 juillet 2016, la Société a procédé à un placement privé d'un montant de 26,5 millions d'euros. L'augmentation de capital a été souscrite par des investisseurs institutionnels renommés aux Etats-Unis et en Europe. De ce fait, 3 400 000 actions nouvelles ont été créées, d'une valeur nominale de 0,02 euro, représentant environ 17% du capital de la Société.

Le prix d'offre a été fixé à 7,80 euros par action, impliquant une décote de 18% par rapport au prix moyen pondéré des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le pricing et de 13% par rapport au prix moyen pondéré des actions précédentes au cours des cinq séances de bourse précédant le pricing.

2.5. Facteurs de risques et transactions entre parties liées

2.5.1 Facteurs de risques

Les risques relatifs à la Société sont précisés dans le chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de référence de la Société.

2.5.2 Transactions entre parties liées

Les transactions entre parties liées sont de même nature que celles présentées au chapitre 19 « Opérations avec des apparentés » du Document de référence. Sur les six premiers mois de 2016, il n'existe pas d'opération significative conclue avec un dirigeant ou un membre du conseil d'administration.

3. COMPTES SEMESTRIELS RESUMES ETABLIS EN NORMES IFRS AU 30 JUIN 2016

3.1. Etat de la situation financière

POXEL Etat de situation financière	Notes	30/06/2016 €	31/12/2015 €
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	3	610	540
Immobilisations corporelles	4	146 829	152 748
Autres actifs financiers non courants	5	569 428	533 428
Impôts différés actifs	19	-	-
Total actifs non courants		716 867	686 715
Clients et comptes rattachés		11 580	11 580
Autres créances	6	4 550 361	3 736 414
Actif d'impôt exigible	19	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	32 068 889	42 413 402
Total actifs courants		36 630 830	46 161 396
Total Actif		37 347 697	46 848 112
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital	9	391 005	389 648
Primes d'émission et d'apport	9	81 805 229	81 923 707
Réserves	9	(43 532 867)	(32 044 525)
Résultat	9	(12 386 394)	(12 241 013)
Total des capitaux propres		26 276 972	38 027 817
Passifs non courants			
Engagements envers le personnel	12	133 694	129 958
Dettes financières non courantes	11	638 219	1 553 926
Passifs non courants		771 913	1 683 884
Passifs courants			
Dettes financières courantes	11	2 199 239	2 397 150
Provisions	13	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14.1	7 464 901	4 336 522
Dettes fiscales et sociales	14.2	577 924	379 739
Autres créditeurs et dettes diverses	14.3	56 750	23 000
Passifs courants		10 298 813	7 136 411
Total Passif		37 347 697	46 848 112

3.2. Compte de résultat

POXEL		Notes	30/06/2016	30/06/2015
Etat du résultat global			€	€
Chiffre d'affaires	15		-	50 000
Coûts des ventes			-	-
Marge brute			-	50 000
Frais de recherche et développement				
Frais de recherche et développement	16.1		(10 139 660)	(3 358 224)
Subvention	16.1		1 669 196	947 912
Frais généraux et administratifs	16.2		(3 719 627)	(2 675 876)
Autres produits			-	-
Autres charges			-	-
Résultat opérationnel			(12 190 093)	(5 036 190)
Charges financières				
Charges financières	18		(312 776)	(390 560)
Produits financiers	18		166 579	195 996
Gains et pertes de change	18		(50 105)	107
Résultat avant impôts			(12 386 394)	(5 230 646)
Charge d'impôts	19		-	-
Résultat net			(12 386 394)	(5 230 646)
Perte par action		Notes	30/06/2016	30/06/2015
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation			19 523 270	17 073 292
Perte par action (€/action)	20		(0,63)	(0,31)
Perte diluée par action (€/action)	20		(0,63)	(0,31)

3.3. Etat du Résultat Global

POXEL - IFRS		Notes	30/06/2016	30/06/2015
Etat du Résultat Global			€	€
Perte de l'exercice			(12 386 394)	(5 230 646)
Ecarts actuariels (non recyclable)			10 504	(2 749)
Effet d'impôts rattachables à ces éléments				
Autres éléments du résultat global (net d'impôts)			10 504	(2 749)
Résultat Global			(12 375 891)	(5 233 395)

3.4. Variation des capitaux propres

POXEL Variation des capitaux propres	Capital Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital	Réserves et résultat	Ecarts de conversion	Ecarts actuariels	Capitaux propres
		€	€	€	€	€	€
Au 31 décembre 2014	12 508 156	250 163	30 366 675	(33 151 439)	-	(12 904)	(2 547 505)
Résultat net 30 juin 2015				(5 230 646)			(5 230 646)
Autres éléments du résultat global						(2 749)	(2 749)
Résultat global		-	-	(5 230 646)	-	(2 749)	(5 233 395)
Dividendes							-
Emission d'actions (1)	5 119 779	102 396	33 995 333				34 097 728
Souscription de BSA			25 500				25 500
Paievements en actions				630 098			630 098
Réduction de capital							-
Actions propres				(123 429)			(123 429)
Frais d'augmentation de capital			(973 320)				(973 320)
Au 30 juin 2015	17 627 935	352 559	63 414 187	(37 875 416)	-	(15 653)	25 875 678
Au 31 décembre 2015	19 482 394	389 648	81 923 707	(44 263 088)	-	(22 450)	38 027 817
Résultat net 30 juin 2016				(12 386 394)			(12 386 394)
Autres éléments du résultat global						10 504	10 504
Résultat global		-	-	(12 386 394)	-	10 504	(12 375 891)
Dividendes							-
Emission d'actions (2)	67 834	1 357	241 179				242 536
Souscription de BSA			205 275				205 275
Paievements en actions				799 778			799 778
Réduction de capital							-
Actions propres				(57 610)			(57 610)
Frais d'augmentation de capital (3)			(564 933)				(564 933)
Au 30 juin 2016	19 550 228	391 005	81 805 229	(55 907 314)	-	(11 946)	26 276 972

(1) En 2015, l'augmentation de capital (33 995 333 €) correspond à l'émission d'actions dans le cadre de l'introduction en bourse (26 767 487 €) et de l'exercice des BSA Merck Serono (7 249 616 €).

(2) En 2016, l'augmentation de capital correspond à l'exercice par Kreos Capital IV (UK) de 45 834 BSA ainsi qu'à l'exercice de 1 100 BSPCE (donnant droit à 22 000 actions) par des salariés, voir note 1.2.

(3) En 2016, la Société a encouru 564 933 € de frais dans le cadre de la préparation d'une augmentation de capital intervenue en juillet 2016 (cf. événements post-clôture). Ces frais ont été intégralement comptabilisés en moins de la prime d'émission au 30 juin 2016.

3.5. Tableau des flux de trésorerie

POXEL - IFRS Tableau des flux de trésorerie	Notes	30/06/2016 €	30/06/2015 €
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles			
Résultat net des activités poursuivies		(12 386 394)	(5 230 646)
Résultat net des activités abandonnées			
Résultat net		(12 386 394)	(5 230 646)
(-) Elimination des amortissement des immobilisations incorporelles	3	(504)	(700)
(-) Elimination des amortissement des immobilisation corporelles	4	(15 576)	(4 832)
(-) Dotations provisions	13	(14 240)	(11 327)
(-) Reprises provisions			
(-) Charge liée aux paiements fondés sur des actions	10	(799 778)	(630 098)
(+) Charge d'intérêts		(153 769)	
(-) Produit d'intérêts		165 963	
(-) Variation de la juste-valeur de la dette financière (OC)		-	-
(-) Variation de la juste-valeur de la dette Merck Serono	11.4	-	52 214
(-) Variation de la juste-valeur du dérivé / intérêts Kreos	11.3	(144 303)	(109 714)
(-) Subvention virée au résultat	11.2	(14 704)	(14 755)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts		(11 409 483)	(4 511 435)
(-) Variation du besoin en fonds de roulement		(2 546 366)	1 464 167
Flux de trésorerie générés par l'exploitation		(8 863 117)	(5 975 602)
Flux de trésorerie générés par l'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	3	(202)	(145)
Acquisition d'immobilisations corporelles	4	(4 832)	(8 863)
(+) Intérêts reçus		165 963	
Autres flux d'investissements	5	(93 610)	(276 672)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		67 319	(285 680)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital + prime d'émission net de frais (1)	10	(322 397)	25 874 792
Souscription de BSA	10	205 275	25 500
Souscription contrat de liquidité		-	
(-) Intérêts payés		(170 105)	
Remboursements d'emprunts et d'avances conditionnées	11.2	(1 261 488)	(433 195)
Emission d'emprunt obligataire		-	-
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		(1 548 715)	25 467 097
Incidences des variations des cours de devises			
Augmentation (Diminution de la trésorerie)		(10 344 513)	19 205 815
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture (y compris concours bancaires courants)		42 413 402	10 253 635
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture (y compris concours bancaires courants)		32 068 889	29 459 450
Augmentation (Diminution de la trésorerie)		(10 344 513)	19 205 815

⁽¹⁾ En 2015, l'« augmentation de capital et prime d'émission net de frais » (25 708 572 €) correspond à l'émission d'actions (34 097 729 €) présentée dans le tableau de variation des capitaux propres après déduction des frais d'augmentation de capital (1 139 540 €) et de l'exercice des BSA Merck Serono (7 249 616 €), sans impact sur la trésorerie.

En 2016, l'« augmentation de capital et prime d'émission net de frais » (-322 397 €) correspond à l'exercice par Kreos Capital IV (UK) de 45 834 BSA (+183 336 €) ainsi qu'à l'exercice de 1 100 BSPCE par des salariés (+59 200 €) après déduction des frais encourus dans le cadre de la préparation de l'augmentation de capital intervenue en juillet 2016 (564 933 €).

3.6. Analyse détaillée de la variation du besoin de fond de roulement (BFR)

		30/06/2016	30/06/2015
Trésorerie et équivalent de trésorerie	7	32 068 889	29 459 450
Concours bancaires courants	11		
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture (y compris concours bancaires courants)		32 068 889	29 459 450
Détail de la variation du BFR			
Clients et comptes rattachés (nets des dépréciations de créances clients)		-	60 000
Autres créances		813 947	590 299
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		(3 128 379)	796 391
Dettes fiscales et sociales		(198 184)	32 477
Autres créditeurs et dettes diverses		(33 750)	(15 000)
Total des variations		(2 546 366)	1 464 167

3.7. Notes aux états financiers semestriels

(Sauf indication contraire, les montants mentionnés dans cette annexe sont en euros.)

Note 1 : Présentation de l'activité et des évènements majeurs

Les états financiers résumés de POXEL établis selon les normes IFRS pour la période du 1er janvier au 30 juin 2016 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 9 septembre 2016 et autorisés à la publication.

1.1 Information relative à la Société et à son activité

Créée en mars 2009 suite à un « spin-off » de Merck Serono, la Société POXEL (Société anonyme de droit français) a pour activité le développement de molécules innovantes et premières dans leur classe pour le traitement du diabète de type 2.

Hormis l'année de sa création, la Société a enregistré chaque année des pertes opérationnelles. Ces pertes résultent des frais de recherche et développement internes et externes, notamment liés à la réalisation de nombreux essais précliniques et cliniques principalement dans le cadre du développement de l'Imeglimine.

Le développement futur de la Société dépend de la combinaison de plusieurs facteurs, qui comprennent (i) le succès des opérations de recherche et développement, (ii) l'obtention des autorisations réglementaires et l'acceptation par le marché des futurs produits qui seront proposés par la Société, (iii) l'obtention des financements nécessaires et (iv) le développement de produits concurrents par d'autres sociétés. Par conséquent, la Société pourrait, à court/moyen terme, se financer par des partenariats pour le développement et la commercialisation de ses candidats médicaments et par l'émission de nouveaux instruments de capitaux propres.

Adresse du siège social :

259-261 Avenue Jean Jaurès, 69007 LYON

Numéro du Registre du Commerce et des Sociétés : 510 970 817 RCS de LYON

La Société POXEL est ci-après dénommée la « Société ».

La Société ne détient aucune filiale ou participation au 30 juin 2016.

1.2 Evènements marquants du 1er semestre 2016

Augmentations de capital

Le 9 février 2016, Kreos Capital IV (UK) Ltd a exercé 45 834 BSA, au prix d'exercice de 4 € par BSA, représentant ainsi une augmentation de capital de 916,68 €, assortie d'une prime d'émission de 182 419 €.

Sur la période, plusieurs salariés ont également exercé tout ou partie des BSPCE dont ils disposaient :

- Le 17 février 2016, un salarié a exercé 150 BSPCE correspondant à 3 000 actions ordinaires, au prix d'exercice de 3,2 €, représentant une augmentation de capital de 60 € assortie d'une prime d'émission de 9 540 €.
- Le 2 juin 2016, un salarié a exercé 800 BSPCE correspondant à 16 000 actions ordinaires, au prix d'exercice de 2,5 €, représentant une augmentation de capital de 320 € assortie d'une prime d'émission de 39 680 €.

- Le 9 juin 2016, un salarié a exercé 150 BSPCE correspondant à 3 000 actions ordinaires, au prix d'exercice de 3,2 €, représentant une augmentation de capital de 60 € assortie d'une prime d'émission de 9 540 €.

Le capital social s'élève en conséquence à 391 004,56 € au 30 juin 2016, divisé en 19 550 228 actions de 0,02 € de valeur nominale.

1.3 Evènements postérieurs à la clôture

Le 18 juillet 2016, la Société a procédé à un placement privé d'un montant de 26,5 millions d'euros. L'augmentation de capital a été souscrite par des investisseurs institutionnels renommés aux Etats-Unis et en Europe. De ce fait, 3 400 000 actions nouvelles ont été créées, d'une valeur nominale de 0,02 euro, représentant environ 17% du capital de la Société.

Le prix d'offre a été fixé à 7,80 euros par action, impliquant une décote de 18% par rapport au prix moyen pondéré des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le pricing et de 13% par rapport au prix moyen pondéré des actions précédentes au cours des cinq séances de bourse précédant le pricing.

Note 2 : Principes, règles et méthodes comptables

Les états financiers sont présentés en euros sauf indication contraire.

2.1 Principe d'établissement des comptes

Déclaration de conformité

La Société POXEL a établi ses comptes, arrêtés par le Conseil d'administration le 9 septembre 2016, conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Boards (IASB) et adoptées par l'Union Européenne à la date de préparation des états financiers, et ceci pour toutes les périodes présentées.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRIC).

Les principes et méthodes comptables et options retenues par la Société sont décrits ci-après. Dans certains cas, les normes IFRS laissent le choix entre l'application d'un traitement de référence ou d'un autre traitement autorisé.

Principe de préparation des états financiers

Les états financiers semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers de la Société établis selon les normes IFRS au 31 décembre 2015 sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les comptes de la Société ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux dispositions édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

Continuité d'exploitation

L'hypothèse de la continuité d'exploitation a été retenue compte tenu de la capacité financière de la Société (trésorerie disponible) au regard de ses besoins de financement des 12 mois suivant la date d'arrêté.

Méthodes comptables

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes IFRS annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2015, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne, d'application obligatoire pour la Société au 1er janvier 2016 :

Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2016

La Société a appliqué les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2016. Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes de la Société.

Normes et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur pour les comptes semestriels 2016

- IFRS 9 : Instruments financiers
- IFRS 14 : Comptes de report réglementaires
- IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients
- IFRS 16 : Contrats de location

La Société est actuellement en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes. Elle n'anticipe pas d'impact significatif sur ses états financiers.

2.2 Utilisation de jugements et d'estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, des estimations, des jugements et des hypothèses ont été faits par la Direction de la Société ; ils ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations sont basées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.



Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers clos le 31 décembre 2015.

2.3 Changement de méthode comptable

A l'exception des nouveaux textes identifiés ci-dessus, POXEL n'a pas procédé à des changements de méthode comptable au cours du 1er semestre 2016.

Note 3 : Immobilisations incorporelles

VALEURS BRUTES DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Montants en euros)	Logiciels	Autres	Total
Etat de la situation financière au 31 décembre 2014	10 171	0	10 171
Capitalisation de frais de développement	0	0	0
Acquisition	504	0	504
Cession	0	0	0
Transfert	0	0	0
Etat de la situation financière au 30 juin 2015	10 675	0	10 675
Etat de la situation financière au 31 décembre 2015	10 283	0	10 283
Capitalisation de frais de développement	0	0	0
Acquisition	202	0	202
Cession	0	0	0
Transfert	0	0	0
Etat de la situation financière au 30 juin 2016	10 485	0	10 485
AMORTISSEMENTS			
Etat de la situation financière au 31 décembre 2014	9 261	0	9 261
Augmentation	1 077	0	1 077
Diminution	-595	0	-595
Etat de la situation financière au 30 juin 2015	9 743	0	9 743
Etat de la situation financière au 31 décembre 2015	9 743	0	9 743
Augmentation	131	0	131
Diminution	0	0	0
Etat de la situation financière au 30 juin 2016	9 874	0	9 874
VALEURS NETTES COMPTABLES			
Au 31 décembre 2015	540	0	540
Au 30 juin 2016	611	0	611

En raison des risques et incertitudes liés au processus de recherche et de développement, les six critères d'immobilisation ne sont pas réputés remplis pour aucun des projets de développement en cours. Par conséquent, la totalité des coûts encourus par la Société est comptabilisée en charges.

Note 4 : Immobilisations corporelles

VALEURS BRUTES DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Montants en euros)				Total
	Installation & Agencements	Matériel informatique	Mobilier	
Etat de la situation financière au 31 décembre 2014	25 587	46 610	21 066	93 263
Acquisition		8 863		8 863
Cession				0
Transfert				0
Etat de la situation financière au 30 juin 2015	25 587	55 473	21 066	102 126
Etat de la situation financière au 31 décembre 2015	109 157	50 739	40 458	200 354
Acquisition		9 657		9 657
Cession		-1 722		-1 722
Transfert				0
Etat de la situation financière au 30 juin 2016	109 157	58 674	40 458	208 289
AMORTISSEMENTS				
Etat de la situation financière au 31 décembre 2014	14 341	39 289	18 298	72 683
Augmentation	1 421	2 952	459	4 832
Diminution				0
Etat de la situation financière au 30 juin 2015	15 762	42 241	18 757	76 760
Etat de la situation financière au 31 décembre 2015	2 081	25 799	19 726	47 606
Augmentation	6 064	7 254	2 258	15 576
Diminution		-1 722		-1 722
Etat de la situation financière au 30 juin 2016	8 145	31 331	21 984	61 460
VALEURS NETTES COMPTABLES				
Au 31 décembre 2015	107 076	24 940	20 732	152 748
Au 30 juin 2016	101 012	27 343	18 474	146 829

La Société ne détient aucun contrat de location financement.

Il n'y a pas eu de constatation de pertes de valeur en application de la norme IAS 36.

Note 5 : Autres actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont constitués des éléments suivants :

AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS (Montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Avance versée dans le cadre du contrat Kreos	278 325	278 325
Part trésorerie du contrat de liquidité	142 562	200 171
Dépôts relatifs aux locations simples	28 267	28 267
Autres dépôts	120 274	26 665
Total	569 428	533 428

Note 6 : Autres Créances

AUTRES CREANCES (Montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Crédit d'impôt recherche	3 588 302	1 918 071
Taxe sur la valeur ajoutée	756 327	586 984
Avoir à recevoir	0	26 321
Charges constatées d'avance	199 028	1 203 786
Fournisseurs débiteurs	6 704	226
Autres	0	1 026
Total autres créances	4 550 361	3 736 414

L'intégralité des autres actifs courants a une échéance inférieure à un an.

Le solde de la créance de crédit d'impôt recherche comprend le solde au 31 décembre 2015 (1,9 M€) auquel s'ajoute la créance évaluée au 30 juin 2016 (qui s'élève à 1,7 M€). Au 30 juin 2016, la créance est estimée sur la base des dépenses de recherche engagées à cette date et éligibles au crédit d'impôt recherche. Le remboursement de la créance d'impôt recherche de 2015 a été reçu le 21 juillet 2016.

Les charges constatées d'avance se rapportent à des dépenses courantes (en 2015, elles intégraient en particulier environ 1 M€ au titre de l'étude clinique de phase 2b au Japon).

Note 7 : Valeurs mobilières de placement et trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Comptes bancaires	1 475 232	1 787 516
Dépôts à terme	30 593 549	35 477 148
Sicav monétaires	108	5 148 738
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	32 068 889	42 413 402

Note 8 : Actifs et passifs financiers et effets sur le résultat

Les actifs et passifs de la Société sont évalués de la manière suivante au 31 décembre 2015 et au 30 juin 2016 :

(Montants en euros)	30/06/2016		Valeur - état de situation financière selon IAS 39			Instruments non financiers
	Valeur Etat de Situation financière	Juste Valeur (3)	Juste-valeur par le compte de résultat	Prêts et créances (2)	Dettes au coût amorti (1)	
Actifs financiers non courants	569 428	569 428		569 428		
Clients et comptes rattachés	11 580	11 580		11 580		
Autres créances	4 550 361	4 550 361		4 550 361		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32 068 889	32 068 889	108	32 068 782		
Total actifs	37 200 258	37 200 258	108	37 200 150	0	0
Dettes financières courantes	2 199 239	2 199 239			2 199 239	
Dettes financières non courantes	638 219	638 219			638 219	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 464 901	7 464 901			7 464 901	
Autre créditeurs et dettes diverses	56 750	56 750			56 750	
Total passifs	10 359 108	10 359 108	0	0	10 359 108	0

(Montants en euros)	31/12/2015		Valeur - état de situation financière selon IAS 39			Instruments non financiers
	Valeur Etat de Situation financière	Juste Valeur (3)	Juste-valeur par le compte de résultat	Prêts et créances (2)	Dettes au coût amorti (1)	
Actifs financiers non courants	533 428	533 428		533 428		
Clients et comptes rattachés	11 580	11 580		11 580		
Autres créances	3 736 414	3 736 414		3 736 414		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 413 402	42 413 402	5 148 738	37 264 664		
Total actifs	46 694 824	46 694 824	5 148 738	41 546 086	0	0
Dettes financières courantes	2 397 150	2 397 150			2 397 150	
Dettes financières non courantes	1 553 926	1 553 926			1 553 926	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 336 522	4 336 522			4 336 522	
Autre créditeurs et dettes diverses	23 000	23 000			23 000	
Total passifs	8 310 598	8 310 598	0	0	8 310 598	0

- (1) La valeur comptable des dettes au coût amorti a été considérée comme une estimation raisonnable de la juste valeur.
- (2) La juste valeur des prêts et créances correspond à la valeur présentée dans le bilan (valeur à la date de transaction, faisant l'objet d'un test d'impairment à chaque clôture).
- (3) La juste valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le compte de résultat (tels que les Sicav) est déterminée sur la base du niveau 1 d'évaluation de la juste valeur et correspond à une valeur de marché.

(Montants en euros)	Impacts compte de résultat au 30 juin 2016		Impacts compte de résultat au 30 juin 2015	
	Intérêts	Variation de juste valeur	Intérêts	Variation de juste valeur
Actifs				
Actifs en juste valeur par résultat				
Prêts et créances				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		-725		500
Passifs				
Dettes à la juste valeur par le compte de résultat		-		124 236
Passifs évalués au coût amorti	159 007		196 492	

Note 9 : Capital

Capital émis

Le capital s'élève à 391 004,56 € divisé en 19 550 228 actions ordinaires de 0,02 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées après prise en compte des deux opérations intervenues sur le capital au cours du premier semestre 2016 (voir paragraphe 1.2).

Distribution de dividendes

La Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes sur le premier semestre 2016.

Note 10 : Bons de souscriptions d'actions et bons de souscriptions d'actions de parts de créateurs d'entreprise

Bons de souscriptions d'actions (« BSA »)

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans d'options émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon IFRS2 :

Date d'attribution	Type	Nombre de bons émis	Nombre d'options caducs	Nombre d'options exercées	Nombre d'options en circulation	Nombre maximum d'actions à émettre*	Hypothèses retenues - calcul de la juste valeur selon IFRS 2										
							Juste valeur du sous-jacent *	Juste valeur du bon*	Maturité	Prix d'exercice en €*	Durée d'exercice	Volatilité	Taux sans risques	Valorisation totale IFRS2 (Black&Scholes)			
CA du 5 juillet 2010	BSA administrateurs	4 500	0		4 500	90 000											
Au 31 décembre 2010		4 500	0		4 500	90 000											
Au 31 décembre 2011		4 500	0		4 500	90 000											
Au 31 décembre 2012		4 500	0		4 500	90 000											
CA du 20 février 2013	BSA 31/10/2012	2 500	0	1 100	1 400	28 000	4,23 €	2,04 €	5 ans	4,00 €	10 ans	52%	2,2%				71 843 €
Au 31 décembre 2013		7 000	0	0	7 000	140 000											
CA du 12 mars 2014	BSA 31/10/2012	2 500	0		2 500	50 000	8,00 €	5,16 €	4,5 ans	4,00 €	10 ans	55%	1,8%				227 848 €
Au 31 décembre 2014		9 500	0	0	9 500	190 000											
CA du 8 janvier 2015	BSA 25-07-2014	42 500	0		42 500	42 500	8,20 €	5,76 €	6 ans	4,00 €	10 ans	57%	0,0%				219 468 €
CA du 29 avril 2015	BSA 16-06-2015	42 500	0		42 500	42 500	13,57 €	8,17 €	6 ans	9,37 €	10 ans	57%	0,0%				287 591 €
CA du 7 mai 2015	BSA 16-06-2015	240 000	0		240 000	240 000	13,57 €	7,91 €	6 ans	9,62 €	10 ans	57%	0,1%				1 550 959 €
Au 31 décembre 2015		334 500	0	0	334 500	515 000											
CA du 29 janvier 2016		42 500	0	0	42 500	42 500	9,07 €	4,44 €	6,00 €	9,05 €	10 ans	53%	0,2%				120 779 €
CA du 29 janvier 2016		42 500	0	0	42 500	42 500	9,07 €	4,44 €	6,00 €	9,05 €	10 ans	53%	0,2%				120 779 €
CA du 31 mars 2016		80 000	0	0	80 000	80 000	12,55 €	6,88 €	5,50 €	12,55 €	10 ans	53%	0,0%				470 616 €
CA du 31 mars 2016		42 500	0	0	42 500	42 500	12,23 €	6,82 €	6,00 €	9,26 €	10 ans	53%	0,0%				220 461 €
Au 30 juin 2016		542 000	0	1 100	540 900	722 500											

* Après division du nominal par 20

Les bons issus avant la division du nominal par 20, effective en mars 2014 sont convertibles en 20 actions ordinaires. Par conséquent, la juste valeur du sous-jacent, la juste valeur du bon et le prix d'exercice ont été ajustés afin d'en tenir compte.

Le prix d'exercice pour les attributions intervenues après l'introduction en bourse est basé sur la moyenne du cours de l'action au cours des 20 jours de bourse précédent l'attribution.

Les droits à exercice pour les « BSA Administrateurs » sont acquis annuellement par tiers à chaque date d'anniversaire de l'attribution.

Les droits à exercice pour les « BSA 31/10/2012 » sont acquis immédiatement à la date d'attribution par l'Assemblée Générale. Ils ont été souscrits par les bénéficiaires au prix de 12 € par BSA, soit un total de 30 K€ comptabilisé en prime d'émission par la Société en 2013.

L'exercice des bons n'est pas soumis à une condition de performance. En revanche, il est soumis à une condition de présence.

Les droits à exercice pour les « BSA 25/07/2014 » sont acquis annuellement par tiers à chaque date d'anniversaire de l'attribution.

Les droits à exercice pour les BSA émis au cours du premier semestre 2016 sont acquis annuellement par tiers à chaque date d'anniversaire de l'attribution.

Ces plans sont qualifiés « d'equity settled ». La Société n'a pas d'engagement de rachat de ces instruments auprès des salariés en cas de départ ou en cas de non survenance d'un évènement particulier.

Par ailleurs, la Société a également émis des BSA au profit de Kreos, dont le traitement comptable est détaillé dans le paragraphe 11.3.

Stock-options

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans d'options émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon IFRS2 :

Date d'attribution	Type	Nombre de bons émis	Nombre d'options caducs	Nombre d'options exercées	Nombre d'options en circulation	Nombre maximum d'actions à émettre	Hypothèses retenues - calcul de la juste valeur selon IFRS 2										
							Juste valeur du sous-jacent	Juste valeur du bon	Maturité	Prix d'exercice en €	Durée d'exercice	Volatilité	Taux sans risques	Valorisation totale IFRS2 (Black&Scholes)			
CA du 31 mars 2016	Stock Options	80 000	0	0	80 000	80 000	12,55 €	5,88 €	5,5 ans	12,55 €	10 ans	53%	0,0%				470 616 €

Les droits à exercice pour les stock-options émis au cours du premier semestre 2016 sont acquis annuellement par tiers.

Ces plans sont qualifiés « d'equity settled ». La Société n'a pas d'engagement de rachat de ces instruments auprès des salariés en cas de départ ou en cas de non survenance d'un évènement particulier.

Bons de souscriptions de parts de créateurs d'entreprises (« BSPCE » ou « BCE »)

Le tableau ci-dessous récapitule les données relatives aux plans d'options émis ainsi que les hypothèses retenues pour la valorisation selon IFRS2 :

							Hypothèses retenues - calcul de la juste valeur selon IFRS 2							
Date d'attribution	Type	Nombre de bons émis	Nombre d'options caducs	Nombre d'options exercées	Nombre d'options en circulation	Nombre maximum d'actions à émettre*	Juste valeur du sous-jacent *	Juste valeur du bon*	Maturité	Prix d'exercice en €*	Durée d'exercice	Volatilité	Taux sans risques	Valorisation totale IFRS2 (Black&Scholes)
CA du 20 juin 2010	BCE 10-06-2010-1	5 000	2 750		2 250	45 000	3,33 €	1,77 €	5 ans	2,50 €	10 ans	45%	3,5%	176 537 €
CA du 17 décembre 2010	BCE 10-06-2010-2	3 000	0		3 000	60 000	3,33 €	1,72 €	4,5 ans	2,50 €	10 ans	45%	3,7%	102 951 €
Au 31 décembre 2010		8 000	2 750		5 250	105 000								
CA du 20 septembre 2011	BCE 10-06-2010-2	1 500	0		1 500	30 000	3,74 €	2,00 €	3,5 ans	2,50 €	10 ans	50%	4,0%	59 996 €
Au 31 décembre 2011		9 500	2 750		6 750	135 000								
Au 31 décembre 2012		9 500	2 750		6 750	135 000								
Au 31 décembre 2013		9 500	2 750		6 750	135 000								
CA du 12 mars 2014	BCE 31-10-2012	5 000	0		5 000	100 000	8,00 €	5,58 €	4,5 ans	3,20 €	10 ans	55,00%	1,80%	558 351 €
Au 31 décembre 2014		14 500	2 750		11 750	235 000								
Au 31 décembre 2015		14 500	2 750		11 750	235 000								
Au 30 juin 2016		14 500	2 750		11 750	235 000								

* Après division du nominal par 20

Les bons issus avant la division du nominal par 20, effective en mars 2014 sont convertibles en 20 actions ordinaires. Par conséquent, la juste valeur du sous-jacent, la juste valeur du bon et le prix d'exercice ont été ajustés afin d'en tenir compte.

Le prix d'exercice pour les attributions intervenues après l'introduction en bourse est basé sur la moyenne du cours de l'action au cours des 20 jours de bourse précédant l'attribution.

Les droits à exercice pour l'ensemble des BSPCE sont acquis annuellement par tiers à chaque date d'anniversaire de l'attribution.

L'exercice des bons n'est pas soumis à une condition de performance. En revanche, il est soumis à une condition de présence.

Ces plans sont qualifiés « d'equity settled ». La Société n'a pas d'engagement de rachat de ces instruments auprès des salariés en cas de départ ou en cas de non survenance d'un évènement particulier.


Détail de la charge comptabilisée selon la norme IFRS 2 au 30 juin 2015 et 2016 :

Type	Date d'Octroi	Au 30 juin 2015					Au 30 juin 2016				
		Nombre d'options en circulation	Coût IFRS 2 du plan	Charge cumulée à l'ouverture	Charge au 30 juin 2015	Charge cumulée au 30/06/2015	Nombre d'options en circulation	Coût IFRS 2 du plan	Charge cumulée à l'ouverture	Charge au 30 juin 2016	Charge cumulée au 30/06/2016
BSA administrateurs	CA du 5 juillet 2010	4 500	135 125 €	135 125 €	0 €	135 125 €	4 500	135 125 €	135 125 €	0 €	135 125 €
BSA 31/10/2012	CA du 20 février 2013	2 500	71 843 €	71 843 €	0 €	71 843 €	2 500	71 843 €	71 843 €	0 €	71 843 €
BSA 31/10/2012	CA du 12 mars 2014	2 500	227 848 €	227 848 €	0 €	227 848 €	2 500	227 848 €	227 848 €	0 €	227 848 €
BCE 31-10-2012	CA du 12 mars 2014	42 500	219 468 €	0 €	73 477 €	73 477 €	42 500	219 468 €	146 955 €	37 684 €	184 639 €
BSA 25-07-2014	CA du 8 janvier 2015	42 500	287 591 €	0 €	7 323 €	7 323 €	42 500	287 591 €	95 198 €	83 881 €	179 078 €
BSA 16-06-2015	CA du 29 avril 2015	240 000	1 550 959 €	0 €	549 298 €	549 298 €	240 000	1 550 959 €	937 038 €	366 199 €	1 303 236 €
BSA 29-01-2016	CA du 31 mars 2016	0	0 €	0 €	0 €	0 €	0	220 461 €	0 €	33 958 €	33 958 €
Total - BSA		334 500	2 492 834 €	434 817 €	630 098 €	1 064 915 €	334 500	2 954 852 €	1 614 006 €	583 599 €	2 197 605 €

Type	Date d'Octroi	Au 30 juin 2015					Au 30 juin 2016				
		Nombre d'options en circulation	Coût IFRS 2 du plan	Charge cumulée à l'ouverture	Charge au 30 juin 2015	Charge cumulée au 30/06/2015	Nombre d'options en circulation	Coût IFRS 2 du plan	Charge cumulée à l'ouverture	Charge au 30 juin 2016	Charge cumulée au 30/06/2016
Stock Options	CA du 31 mars 2016	0	0 €	0 €	0 €	0 €	80 000	470 616 €	0 €	216 179 €	216 179 €

Type	Date d'Octroi	Au 30 juin 2015					Au 30 juin 2016				
		Nombre d'options en circulation	Coût IFRS 2 du plan	Charge cumulée à l'ouverture	Charge au 30 juin 2015	Charge cumulée au 30/06/2015	Nombre d'options en circulation	Coût IFRS 2 du plan	Charge cumulée à l'ouverture	Charge au 30 juin 2016	Charge cumulée au 30/06/2016
BCE 10-06-2010-1	CA du 20 juin 2010	2 250	176 537 €	176 537 €	0 €	176 537 €	2 250	176 537 €	176 537 €	0 €	176 537 €
BCE 10-06-2010-2	CA du 17 décembre 2010	3 000	102 951 €	102 951 €	0 €	102 951 €	3 000	102 951 €	102 951 €	0 €	102 951 €
BCE 10-06-2010-2	CA du 20 septembre 2011	1 500	59 996 €	59 996 €	0 €	59 996 €	1 500	59 996 €	59 996 €	0 €	59 996 €
BCE 31-10-2012	CA du 12 mars 2014	5 000	558 351 €	558 351 €	0 €	558 351 €	5 000	558 351 €	558 351 €	0 €	558 351 €
Total - BSPCE		11 750	897 835 €	897 835 €	0 €	897 835 €	11 750	897 835 €	897 835 €	0 €	897 835 €

La charge totale liée aux BSA, BSPCE et stock-options s'élève à 799 778 euros (dont 91 550 euros en frais de recherche et développement et 708 229 euros en frais généraux et administratifs) pour la clôture au 30 juin 2016.

Note 11 : Emprunts et dettes financières

DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES (montant en euros)	30/06/2016		31/12/2015	
	Avance remboursable	638 219		682 841
Dettes Kreos (Tranche A)	0		871 085	
Dettes financières non courantes	638 219		1 553 925	
Avance remboursable	111 232		88 906	
Dettes Kreos (Tranche A)	2 065 873		2 274 972	
Intérêts courus	20 621		31 064	
Agios	1 513		2 209	
Dettes financières courantes et dérivé passif	2 199 239		2 397 151	
Total dettes financières	2 837 457		3 951 076	

Ventilation des dettes financières par échéance

Les échéances des dettes financières s'analysent comme suit au cours des périodes présentées :

DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES (montant en euros)	30/06/2016			
	Montant brut	Part à moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Avances remboursables	749 450	111 232	638 219	0
Agios	1 513	1 513	0	0
Intérêts courus	20 621	20 621	0	0
Dettes Kreos (Tranche A)	2 065 873	2 065 873	0	0
Total dettes financières	2 837 457	2 199 239	638 219	0

DETTES FINANCIERES COURANTES ET NON COURANTES (montant en euros)	31/12/2015			
	Montant brut	Part à moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans
Avances remboursables	771 747	88 906	682 841	0
Agios	2 209	2 209	0	0
Intérêts courus	31 064	31 064	0	0
Dettes Kreos (Tranche A)	3 146 057	2 274 972	871 085	0
Total dettes financières	3 951 077	2 397 150	1 553 926	0

11.1 Dettes auprès d'établissements de crédit

La Société n'a pas souscrit pendant le 1er semestre 2016 d'emprunts auprès des établissements de crédit.

La Société bénéficie d'une autorisation de découvert d'un montant de 1,7 M€ moyennant le nantissement d'un compte à terme pour le même montant. Ce découvert n'est pas utilisé par la Société au 30 juin 2015 et 2016.

11.2 Avances remboursables et subventions

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des avances remboursables et subventions :

	PXL770	Imeglimine (Nouvelle Formulation)	Total
Au 31 décembre 2015	159 993	611 754	771 746
(+) Encaissement			
(-) Remboursement	(25 000)	(12 000)	(37 000)
Subventions			
Charges financières	3 171	11 533	14 704
(+/-) Autres mouvements			
Au 30 juin 2016	138 163	611 287	749 450

Ventilation des avances remboursables et des subventions par date d'échéance

	Avances remboursables		Total
	PXL770	Imeglimine (Nouvelle Formulation)	
Au 30 juin 2016	138 163	611 287	749 450
Part à moins d'un an	63 910	47 321	111 232
Part d'un an à 5 ans	74 253	563 966	638 219
Part à plus de 5 ans			

La Société n'a pas obtenu de nouvelle avance remboursable au cours du 1er semestre 2016 ni reçu de versement complémentaire au titre des avances existantes.

11.3 Dette vis-à-vis de Kreos

La dette a évolué de la manière suivante depuis le 31 décembre 2015 :

EVOLUTION DE LA DETTE KREOS (Tranche A) (Montant en milliers d'euros)	Dettes Kreos
Au 31 décembre 2015	3 146 057
(+) Encaissement	0
(+) Désactualisation	144 303
(-) Remboursement	(1 224 488)
(-) Composante capitaux propres	0
Au 30 juin 2016	2 065 873

L'information additionnelle liée à l'évaluation de la dette Kreos ainsi que les hypothèses utilisées sont détaillées dans la Note 11.5 des comptes IFRS annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2015. L'ensemble des BSA émis au bénéfice de Kreos ont été exercés au 30 juin 2016.

11.4 Dette vis-à-vis de Merck Serono

La dette vis-à-vis de Merck Serono s'est éteinte avec la réalisation de l'introduction en bourse de la Société le 6 février 2015. A cette date, la dette financière a été réévaluée à la juste valeur sur la base

du prix d'émission de 6,66 euros par action, puis a été reclassée en capitaux propres pour un montant total de 7 249 K€.

Note 12 : Engagements envers le personnel

Les engagements envers le personnel sont constitués de la provision pour indemnités de fin de carrière, évaluée sur la base des dispositions prévues par la convention collective applicable, à savoir la convention collective de l'industrie pharmaceutique. Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

HYPOTHESES ACTUARIELLES	30/06/2016	31/12/2015
Age de départ à la retraite	Départ volontaire à 65/67 ans	
Conventions collectives	Industrie pharmaceutique	
Taux d'actualisation (IBOXX Corporates AA)	1,05%	2,03%
Table de mortalité	INSEE 2015	INSEE 2014
Taux de revalorisation des salaires	2%	2%
Taux de turn-over	Faible	Faible
Taux de charges sociales	53%	53%

La provision pour engagement de retraite a évolué de la façon suivante :

ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL (Montants en euros)	Indemnités de départ en retraite
Au 31 décembre 2015	129 958
Coûts des services passés	12 921
Coûts financiers	1 319
Ecart actuariels	-10 504
Au 30 juin 2016	133 694

Note 13 : Provisions

La Société peut être impliquée dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par la Société dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à la charge de la Société.

Aucune provision n'a été jugée nécessaire dans le cadre de la clôture semestrielle au 30 juin 2016.

Note 14 : Fournisseurs et autres passifs courants

14.1. Fournisseurs et comptes rattachés

DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES (Montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Dettes fournisseurs	3 659 362	2 824 481
Factures non parvenues	3 805 539	1 512 041
Total dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 464 901	4 336 522

Sur les fournisseurs et comptes rattachés, aucune actualisation n'a été pratiquée dans la mesure où les montants ne représentaient pas d'échéance supérieure à 1 an au 30 juin 2016.

14.2 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales s'analysent comme suit :

DETTES FISCALES ET SOCIALES (Montants en euros)	30/06/2016	31/12/2015
Personnel et comptes rattachés	313 966	154 277
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	241 992	165 545
Autres impôts, taxes et versements assimilés	21 966	59 917
Total dettes fiscales et sociales	577 924	379 739

14.3. Autres créditeurs et dettes diverses

Au 30 juin 2016, les autres passifs courants correspondent aux jetons de présence à verser aux administrateurs.

Note 15 : Produits opérationnels

CHIFFRE D'AFFAIRES ET PRODUITS OPERATIONNELS (Montants en euros)	30/06/2016	30/06/2015
Chiffre d'affaires	0	50 000
Recherche et développement		
Crédit d'impôt recherche	1 669 196	946 912
Subventions FEDER / Grand Lyon/Région Rhône-Alpes	0	1 000
Autres produits	0	0
Total chiffre d'affaires et produits opérationnels	1 669 196	997 912

La Société n'a pas généré de chiffre d'affaires au 30 juin 2016.

Outre ses revenus de licence, les produits opérationnels comprennent également les subventions détaillées dans le tableau ci-dessus, comptabilisées en moins des charges de recherche et développement.

Note 16 : Détails des charges et produits par fonction

16.1 Recherche et Développement

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT (Montants en euros)	30/06/2016	30/06/2015
Charges de personnel	929 295	497 232
Païement fondés sur des actions	91 550	0
Sous-traitance, études et recherches	8 461 836	2 313 271
Honoraires propriété intellectuelle	204 607	330 693
Rémunérations Interm. Honoraires	345 253	143 666
Achats non récurrents de principes actifs pour les CRO	0	0
Primes d'assurance	17 196	9 559
Redevances, licences	36 025	29 068
Locations	44 844	25 439
Documentation, formations	591	1 324
Autres impôts et taxes	8 465	7 973
Frais de Recherche et Développement	10 139 660	3 358 224
Crédit d'impôt recherche	1 669 196	946 912
Subventions FEDER / Grand Lyon/Région Rhône-Alpes	0	1 000
Subventions	1 669 196	947 912

Les dépenses de recherche et développement sont relatives principalement aux études et essais cliniques sur les projets Imeglimine et PXL770. La Société fait réaliser ses études au travers de son réseau de prestataires de service sous-traitants. La rémunération de ces contrats constitue l'essentiel de ses charges d'exploitation en matière de recherche. Leur augmentation constatée au 30 juin 2016 est principalement liée à la réalisation de la phase IIb des essais cliniques au Japon, dont les coûts ne sont pas admissibles au crédit d'impôt recherche. Comme une partie de ces dépenses n'a pas encore été facturée ou correspond à des factures non échues au 30 juin 2016, il en résulte une augmentation correspondante des dettes commerciales comme indiqué dans la note 14.1.

16.2 Frais généraux et administratifs

FRAIS GENERAUX ET ADMINISTRATIFS (Montants en euros)	30/06/2016	30/06/2015
Charges de personnel	768 955	300 487
Paiement fondés sur des actions	708 229	630 098
Locations	25 891	9 494
Déplacements, Missions et Réceptions	382 622	203 479
Entretien et réparation	10 680	10 324
Frais postaux et télécommunications	20 820	10 974
Primes d'assurance	19 001	12 645
Publicité, Relations extérieures	102 194	350 910
Rémunérations Interm. Honoraires	1 610 252	1 115 101
Documentation et formation	358	606
Services bancaires et assimilés	34 469	3 200
Amortissement des immobilisations	14 636	5 532
Autres impôts et taxes	20 811	2 975
Divers	709	20 051
Frais Généraux et Administratifs	3 719 627	2 675 876

La Société a encouru différents coûts en 2015 liés à son introduction en bourse (notamment, droits d'enregistrement, honoraires), qui représentent un montant cumulé d'environ 3 140 K€ au 30 juin 2015. Ces coûts ont été comptabilisés dans les frais généraux et administratifs ainsi qu'en déduction de la prime d'émission pour la quote-part directement liée à l'augmentation de capital, sur la base d'une allocation raisonnable.

Les coûts de communication ou directement liés à la cotation ont été comptabilisés en charges.

Les coûts communs à l'augmentation de capital et à l'introduction en bourse ont été répartis de manière appropriée, en suivant le principe d'identifier les frais qui n'auraient pas été encourus en dehors de toute opération, conformément à IAS 32 paragraphes 27 et 28.

Sur la base de ces principes, sur les 3 140 K€ encourus (respectivement 1 320 K€ et 1 820 K€ pour respectivement 2014 et 2015), 2 294 K€ (1 031 K€ et 1 263 K€ pour 2014 et 2015) ont été reconnus en réduction de la prime d'émission conformément à IAS 32. Les 846 K€ restants ont été reconnus en frais généraux et administratifs (respectivement 288 K€ and 558 K€ en 2014 et 2015).

Au 30 juin 2016, la Société a encouru 1 727 K€ de frais dans le cadre de la préparation d'une augmentation de capital prévue au second semestre, pouvant prendre la forme d'une introduction au Nasdaq ou d'un placement privé. Cette dernière opération ayant été réalisée en juillet 2016 (voir note 1.2), les coûts correspondants, s'élevant à 565 K€ au 30 juin 2016, ont été intégralement comptabilisés en moins de la prime d'émission. Le solde des frais a été comptabilisé en charge.

Note 17 : Effectifs

Les effectifs moyens de la Société POXEL au 30 juin 2015 et 2016 sont présentés ci-dessous :

EFFECTIFS MOYENS	30/06/2016	30/06/2015
Cadres	18	11
Non Cadres	1	0
Total effectifs moyens	19	11

Note 18 : Produits et charges financiers, nets

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS (Montants en euros)	30/06/2016	30/06/2015
Variation de la juste valeur	0	124 236
<i>Dont dérivé</i>	0	72 022
<i>Dont dette Merck Serono</i>	0	52 214
Intérêts Kreos	(298 072)	(413 941)
Autres charges financières	(14 704)	(14 255)
Produits financiers	166 578	109 396
(Pertes) et gains de change	(50 105)	107
Total produits et (charges financiers)	(196 303)	(194 457)

Le résultat financier au 30 juin 2015 et 2016 est principalement impacté par les intérêts liés au contrat Kreos (note 11.3). En 2015, il comprenait également l'impact de la variation de juste valeur de la dette vis-à-vis de Merck Serono, qui présentait un caractère non récurrent, la dette correspondante s'étant éteinte notamment dans le cadre du processus d'introduction en bourse de la Société.

Les autres charges financières sont constituées essentiellement de l'effet de la désactualisation des avances remboursables.

Note 19 : Impôts sur les bénéfiques

Au 31 décembre 2015 et 30 juin 2016, la Société n'a pas reconnu d'actif d'impôt différé au titre de ses déficits reportables. Compte tenu de son stade de développement, la Société considère ne pas être en mesure de réaliser de projections de ses bénéfiques imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Il n'y a pas de résultat taxable au 30 juin 2015 et 2016.

Note 20 : Résultat par action

Perte de base

La perte de base par action est calculée en divisant la perte nette revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSA, BCE, Stock-options et obligations convertibles) sont considérés comme anti dilutifs car ils induisent une augmentation du résultat par action. Ainsi la perte diluée par action est identique à la perte de base par action.

PERTE DE BASE PAR ACTION (Montants en euros)	30/06/2016	30/06/2015
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	19 523 270	17 073 292
Résultat net de l'exercice	(12 386 394)	(5 230 646)
Perte de base par action (€/action)	(0,63)	(0,31)
Perte diluée par action (€/action)	(0,63)	(0,31)

Note 21 : Parties liées

Aucun avantage postérieur à l'emploi n'est octroyé aux membres du conseil d'administration.

Les rémunérations versées aux dirigeants s'analysent de la façon suivante (en euros) :

Rémunération des mandataires sociaux	30/06/2016	30/06/2015
Rémunérations fixes dues	71 732	63 436
Rémunérations variables dues	33 727	24 108
Avantages en nature	2 834	2 574
Charges patronales	42 422	26 231
Jetons de présence	100 582	40 769
Païement fondés sur des actions	217 401	80 800
Honoraires de conseils	12 500	25 000
TOTAL	481 198	262 918

Les modalités d'allocation des parts variables sont établies en fonction d'objectifs qualitatifs et quantitatifs assis à 85% sur le respect d'objectifs au niveau de la Société communs à l'ensemble des salariés et à 15% sur des objectifs individuels.

Les modalités d'évaluation de l'avantage relatif à des paiements fondés sur des actions sont présentées en note 10.

Note 22 : Information sectorielle

La Société opère sur un seul segment : le développement de molécules innovantes et premières dans leur classe pour le traitement du diabète de type 2.

Les actifs et la perte opérationnelle présentée sont localisés en France.

Ainsi, la performance de la Société est analysée actuellement au niveau de la Société.

Note 23 : Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan existants au 30 juin 2016 n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2015.

4. RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS RESUMES CLOS LE 30 JUIN 2016 ETABLIS EN NORMES IFRS TELLES QU'ADOPTÉES DANS L'UNION EUROPEENNE

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société Poxel SA, relatifs à la période du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Fait à Lyon et Courbevoie, le 9 septembre 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

MAZARS

Elisabeth L'HERMITE

Frédéric MAUREL